



Regain d'activité au quatrième trimestre

Après un troisième trimestre marqué par une perte d'emploi et une forte progression du chômage, l'économie régionale a rebondi en fin d'année. Près de 2 000 emplois salariés ont été créés au quatrième trimestre dans les secteurs marchands non agricoles. Cette embellie a été portée, en grande partie, par un regain d'activité dans la sphère productive de l'économie (industrie et services aux entreprises). Les entreprises restent cependant prudentes et privilégient souvent le recours aux missions d'interim pour satisfaire leurs besoins en main d'oeuvre. L'évolution de l'emploi et du chômage dans les mois à venir dépendra en grande partie de leur confiance dans un contexte national et international assez favorable. En effet, mi-2015, la croissance du PIB national pourrait atteindre + 1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011.

Isabelle DIOUM, Stéphane DURAND, Morad RAMDANI, Roger RABIER - Insee Languedoc-Roussillon

Rédaction achevée le 21 avril 2015

L'emploi a poursuivi son évolution chaotique en Languedoc-Roussillon. Après la disparition de 1 750 emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles au troisième trimestre, la région a créé 1 950 emplois au cours du quatrième trimestre (*figure 1*). C'est ainsi que les effectifs salariés se sont quasiment stabilisés en 2014 (- 0,1 %) alors qu'ils ont baissé plus sensiblement au niveau national (- 0,5 %).

Augmentation de l'emploi, notamment intérimaire

L'augmentation de l'emploi ce trimestre est due en grande partie (72 %) à la progression de l'intérim. Fin décembre, la région compte 1 420 intérimaires de plus que fin septembre, soit une progression trimestrielle de + 11 %. Une telle hausse ne s'était pas produite depuis mi-2010 (*figure 2*).

Elle est, d'abord, le reflet d'un regain d'activité dans la sphère productive de l'économie régionale (industrie et services aux entreprises), confirmé par les enquêtes de conjoncture de la Banque de France. Mais les entreprises restent prudentes et privilégient le recours aux missions d'intérim aux embauches de salariés pour satisfaire leurs carnets de commande.

Elle témoigne ensuite d'un surcroît d'activité durant les fêtes de fin d'année dans le commerce même si ce secteur n'a pas retrouvé son niveau d'emploi d'avant-crise (*figure 3*) en partie en raison du développement des nouvelles formes de commerce, mais également du fait de l'érosion du pouvoir d'achat des ménages.

Enfin, le secteur de la construction a également eu plus recours à l'emploi intérimaire ce trimestre pour faire face aux besoins de main d'œuvre dans les grands chantiers (doublement de l'A9 et ligne LGV) mais aussi parce que la construction de logements neufs se stabilise alors que cet indicateur avait tendance à se dégrader depuis mi-2013.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

— Languedoc-Roussillon — France métropolitaine
Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

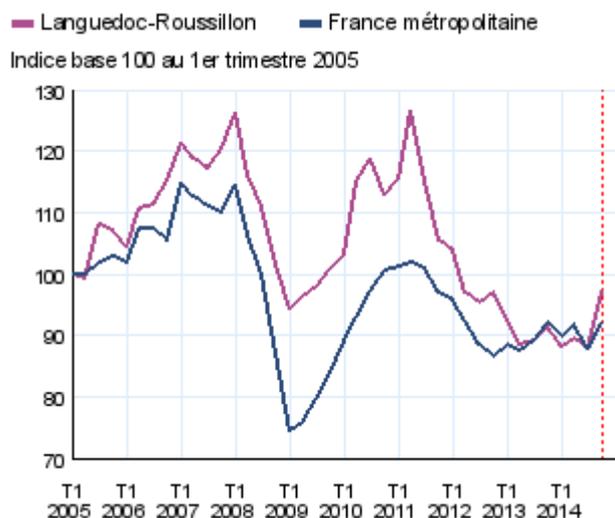


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

2 Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Insee, estimations d'emplois

Des disparités départementales dans l'évolution de l'emploi

L'Hérault est le département de France métropolitaine qui bénéficie de la plus forte progression relative de l'emploi (+ 0,8 %) devant la Savoie et le Lot (figure 4). Il se classe également au quatrième rang pour la variation absolue avec un gain de 1 800 emplois ce trimestre, derrière le Rhône, Paris et la Gironde. La progression de l'emploi est due pour 40 % à l'augmentation de l'emploi intérimaire. Tous les secteurs gagnent des emplois dans l'Hérault ce trimestre, de + 0,2 % dans le commerce à + 1,9 % dans la construction. L'emploi progresse également dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales (+ 0,7 %) qui se situent tous les deux parmi les cinq départements métropolitains à plus forte augmentation relative. La progression de l'intérim joue pour moitié dans cette évolution, notamment grâce à un recours accru dans le secteur de la construction. En revanche, le Gard perd 600 emplois ce trimestre (- 0,5 %) et la Lozère 100, soit la deuxième plus forte baisse relative (- 0,8 %) derrière les Ardennes. Dans le Gard, tous les secteurs sont affectés et plus particulièrement les services marchands destinés aux ménages ou aux entreprises.

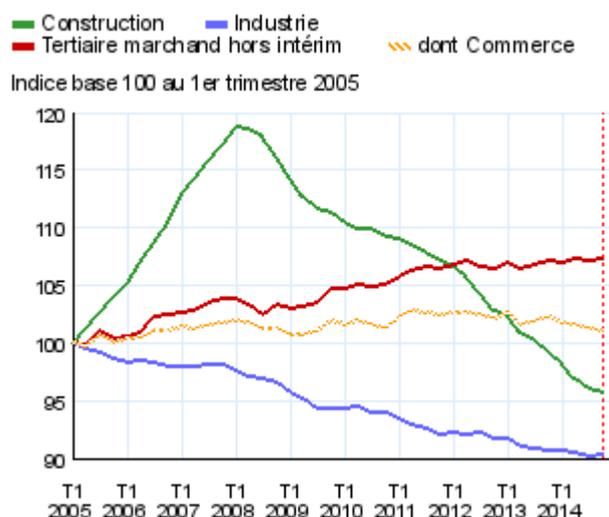
4 Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles

| | Nombre de salariés | | | Variation en % | |
|-------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---|----------------|----------|
| | Au 4 ^{ème} trimestre 2013 | Au 3 ^{ème} trimestre 2014 | Au 4 ^{ème} trimestre 2014 (p*) | trimestrielle | annuelle |
| Aude | 55 400 | 54 600 | 55 000 | + 0,7 | - 0,8 |
| Gard | 121 400 | 120 700 | 120 100 | - 0,5 | - 1,1 |
| Hérault | 218 700 | 219 200 | 221 000 | + 0,8 | + 1,1 |
| Lozère | 12 300 | 12 100 | 12 000 | - 0,8 | - 2,5 |
| Pyrénées-Orientales | 77 700 | 76 500 | 77 000 | + 0,7 | - 0,8 |
| Languedoc-Roussillon | 485 500 | 483 100 | 485 100 | + 0,4 | - 0,1 |
| France métropolitaine (en milliers) | 15 900 | 15 800 | 15 800 | 0 | - 0,5 |

Note : données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, estimations d'emplois

3 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteurs en Languedoc-Roussillon



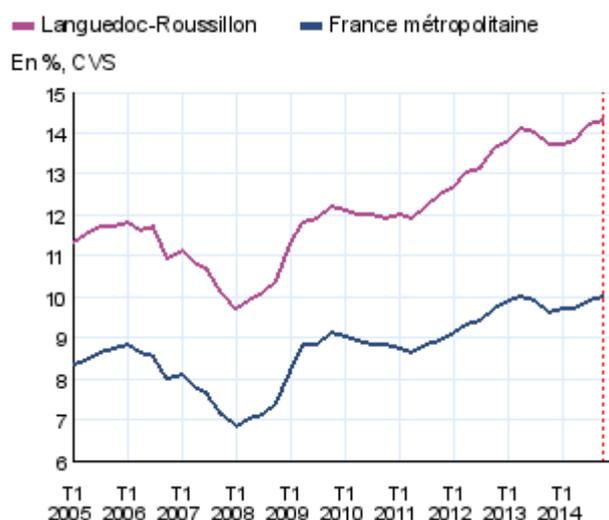
Source : Insee, estimations d'emplois

Légère progression du chômage

L'augmentation de l'emploi salarié marchand ne permet pas d'endiguer la progression du taux de chômage (figure 5). Ce trimestre, il augmente de + 0,1 point comme au niveau national et de façon moins prononcée qu'au trimestre précédent (+ 0,4 point). Le taux de chômage croît assez fortement en Lozère (+ 0,3 point), et plus modérément dans les autres départements de la région. Seule exception : les Pyrénées-Orientales où le taux de chômage se stabilise à 15,4 % de la population active, niveau cependant le plus élevé des départements métropolitains.

Le quatrième trimestre 2014 marque une accalmie dans le nombre d'entrées sur les listes de Pôle-Emploi. Après deux trimestres à plus de 83 000 entrées, soit les valeurs les plus fortes depuis le début de la crise, le nombre de nouvelles inscriptions décroît pour atteindre 79 300. Mais le solde des entrées sur les sorties reste positif, du fait de la baisse, depuis deux trimestres, des sorties de Pôle emploi. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de + 1,8 % ce trimestre avec une aggravation du chômage de longue durée (+ 2,6 %) et du chômage des seniors (+ 2,9 % pour les demandeurs d'emplois âgés de 50 ans et plus). En revanche, le chômage des jeunes, de moins de 25 ans, progresse plus modérément, de + 0,5 %, après avoir connu une forte augmentation au trimestre précédent.

5 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

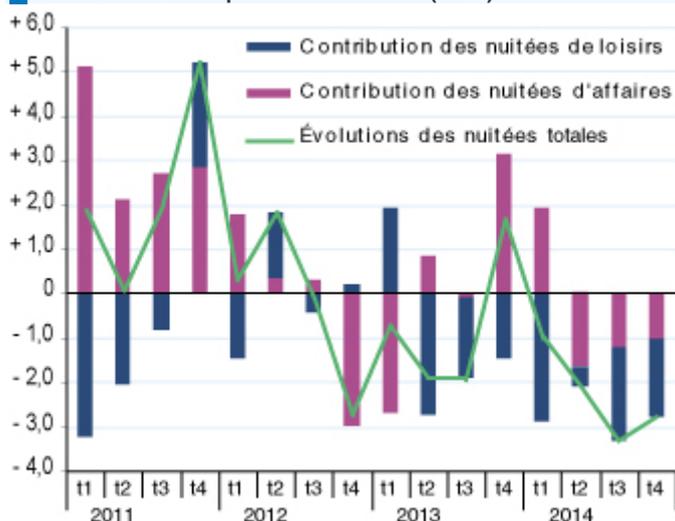
Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Le regain de l'activité ne profite pas au tourisme d'affaires

Entre octobre et décembre 2014, les hôteliers du Languedoc-Roussillon ont accueilli 742 000 touristes pour 1,24 millions de nuitées. La fréquentation hôtelière a chuté de - 2,8 % de nuitées par rapport au quatrième trimestre 2013, contre une baisse de - 0,7 % au niveau national.

Les deux tiers du repli de la fréquentation régionale sont le fait d'un tourisme de loisirs en baisse (- 3,8 %) en raison, en partie, d'une succession d'épisodes de pluies particulièrement intenses sur les régions méditerranéennes (figure 6). Le tiers restant de la baisse est imputable au tourisme d'affaires (- 1,9 %). Durant cette basse saison touristique, les nuitées réalisées pour motifs d'affaires sont un soutien au tourisme régional. Sur le 4^{ème} trimestre 2014, 54 % des nuitées sont le fait d'une clientèle d'affaires contre 38 % sur l'année complète.

6 Évolution de la fréquentation hôtelière (en %)



Source : Insee, DGE, Partenaires régionaux

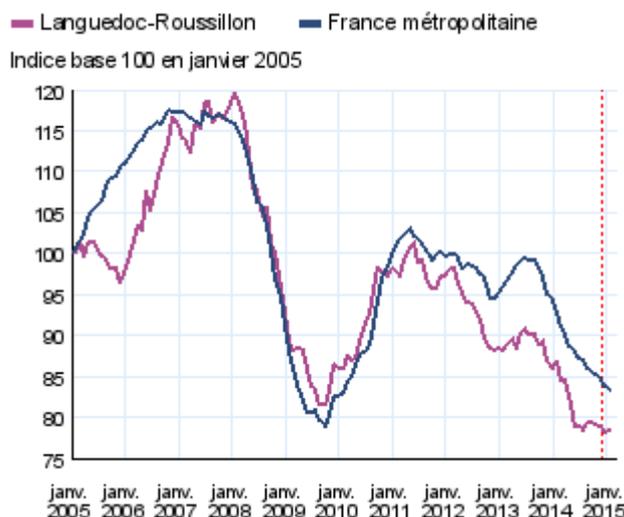
Lecture : au 4^{ème} trimestre 2014, les nuitées ont baissé de - 2,8 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. Les nuitées d'affaires contribuent pour -1 point à cette baisse.

La situation reste incertaine dans la construction de logements

La seconde partie de 2014 a été marquée par une stabilisation du nombre de logements commencés, après une fin d'année 2013 et un début 2014 marqués par une forte baisse (figure 7). Au quatrième trimestre, les ouvertures de chantiers en cumul annuel baissent de - 0,2 %. La tendance sur un an indique que, si les logements collectifs et en résidence ont connu une stabilisation des ouvertures de chantier, les logements individuels continuent à être moins nombreux, en phase avec les difficultés des ménages, notamment sur le marché du travail. Le département de l'Hérault, qui connaît une relative dynamique économique et une progression de l'emploi, est le seul département de la région qui connaît une hausse trimestrielle de + 1,5 % du cumul annuel de nouveaux logements. Dans les autres départements, la baisse du nombre de logements commencés est forte, sauf dans l'Aude qui est proche de la stabilité. La concentration des ouvertures de chantiers dans l'Hérault s'est amplifiée pendant la crise : de 41 % des nouveaux logements commencés en 2007, la part de l'Hérault atteint près de 52 % en 2014.

Comme pour les logements commencés, les autorisations en cumul annuel sont relativement stables au dernier trimestre 2014 (figure 8). Cet indicateur, qui permet d'anticiper ou non une reprise d'activité dans le secteur du logement, stoppe sa hausse observée au troisième trimestre et ne permet donc pas encore de tabler sur une reprise. Encore une fois, le département de l'Hérault est atypique et est le seul département à présenter des niveaux d'autorisations 2014 supérieurs à ce qu'ils étaient en 2013.

7 Évolution du nombre de logements commencés

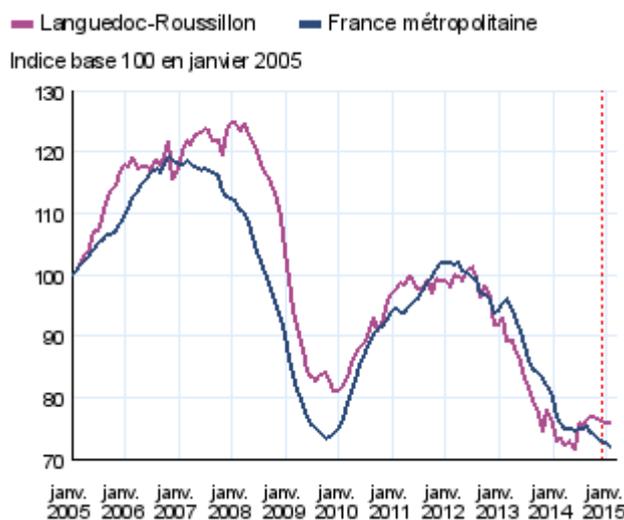


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

Avertissement : À compter de février 2015, de nouveaux indicateurs construits à partir de la base Sit@del2 sont diffusés afin d'améliorer le diagnostic conjoncturel sur la **construction de logements neufs**. Ces nouveaux indicateurs visent à retracer, dès le mois suivant, les autorisations et les mises en chantier à la **date réelle** d'événement. Ils offrent une information de meilleure qualité que les données en date de prise en compte diffusées jusqu'à présent. Ces nouveaux indicateurs mensuels sont des séries cumulées sur 12 mois.

8 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

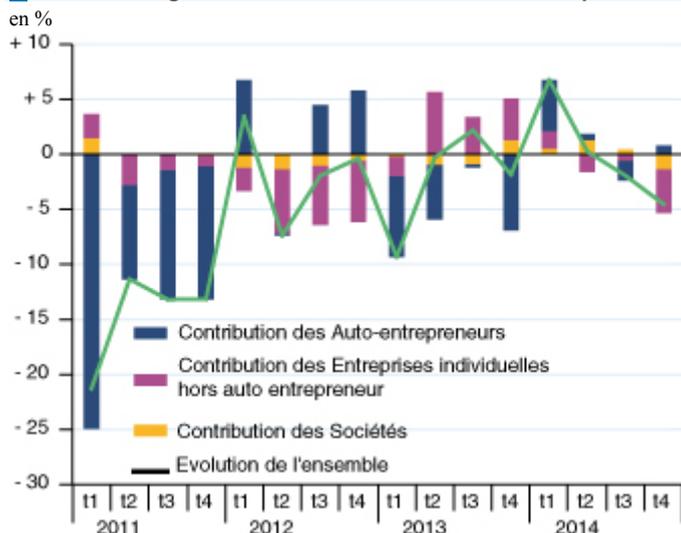
Source : SoeS, Sit@del2

Forte diminution des créations d'entreprises individuelles

Au 4^{ème} trimestre 2014, les créations d'entreprises sont en baisse de - 4,5 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 (figure 9). Seules les créations sous le régime de l'auto-entrepreneuriat progressent faiblement. Les créations de sociétés, qui étaient relativement dynamiques depuis fin 2013, marquent le pas ce trimestre et baissent de - 5,0 %. Les créations d'entreprises individuelles diminuent de - 21,3 %. Le secteur qui connaît la plus forte chute est celui de la construction. La baisse est aussi marquée pour les secteurs de l'Information-communication et les activités immobilières. Dans les activités de services tournés vers les entreprises, le nombre de créations diminue en dépit de l'augmentation du nombre de nouvelles sociétés. Dans le commerce et plus largement dans

l'hébergement-restauration, les créations progressent ce trimestre mais uniquement grâce à l'auto-entrepreneuriat.

9 Évolution en glissement annuel des créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : Données brutes en glissement annuel

Lecture : au 4^{ème} trimestre 2014, les créations ont baissé de - 4,5 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. Les entreprises individuelles contribuent pour - 4,0 points à cette évolution.

Baisse des défaillances d'entreprises

Ce trimestre, près de 900 entreprises ont suivi une procédure de redressement judiciaire en Languedoc-Roussillon, soit - 2% par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 (figure 10). Les défaillances

Contexte national : Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

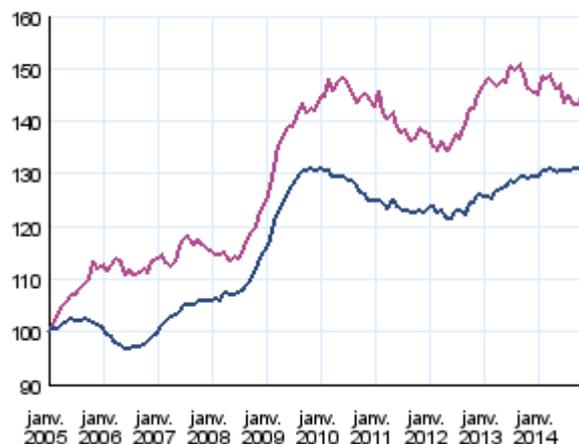
Comme attendu, l'activité a peu progressé en France au quatrième trimestre 2014 (+ 0,1 %). Au premier semestre 2015, la consommation des ménages serait dynamique, soutenue par le regain de pouvoir d'achat offert notamment par la forte baisse des prix du pétrole. En revanche, le climat des affaires, qui n'a que légèrement progressé depuis novembre et reste inférieur à sa moyenne de long terme, fait état d'un attentisme persistant des entreprises. Leur investissement stagnerait donc, malgré les conditions de financement favorables et la nette remontée de leur taux de marge, qui atteindrait son plus haut depuis début 2011. Par ailleurs, l'investissement des ménages continuerait de reculer. Au total, le PIB accélérerait à + 0,4 % au premier trimestre 2015, du fait d'un rebond ponctuel de la production d'énergie après un automne doux, puis progresserait de 0,3 % au deuxième trimestre. Mi-2015, la hausse de l'activité atteindrait + 1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011. Le regain d'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois ne suffiraient pas à enrayer la baisse de l'emploi marchand sur le semestre et, malgré le soutien des emplois aidés, le chômage continuerait d'augmenter, à 10,6 % mi-2015.

d'entreprises ont augmenté dans les secteurs des services aux entreprises, des services immobiliers et de l'hébergement-restauration. En revanche, elles sont en recul dans la construction, le commerce et l'industrie. Au quatrième trimestre cette baisse est sensible dans les départements des Pyrénées Orientales et de l'Aude mais reste modérée dans le Gard. À l'opposé, L'Hérault et la Lozère sont les deux départements de la région à enregistrer une hausse du nombre de défaillances.

10 Défaillances d'entreprises

■ Languedoc-Roussillon ■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte international : Accélération progressive en zone euro, croissance robuste dans les pays anglo-saxons

Au quatrième trimestre 2014, l'activité est restée solide dans les pays avancés. Le dynamisme de la consommation a permis une croissance robuste aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que l'activité a légèrement accéléré dans la zone euro. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a tourné au ralenti, notamment en Chine. Au premier semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. L'activité resterait soutenue en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement, et en Allemagne, qui bénéficierait de l'instauration du salaire minimum, mais elle redémarrerait très lentement en Italie. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation de leurs monnaies pèserait sur le commerce extérieur. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient peu dynamiques.

Insee Languedoc-Roussillon

274, allée Henri II de Montmorency
34064 Montpellier Cedex 2

Directeur de la publication : Francis Vennat

Rédacteur en chef : Magalie Dinaucourt

ISSN : 2416 - 9676

@Insee 2015

Pour en savoir plus :

- [Note de conjoncture, mars 2015](#) - Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges - www.insee.fr/fr rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture
- [L'année économique et sociale 2013 en Languedoc-Roussillon](#)

Contributeurs :

- Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Cellule économique du BTP en Languedoc-Roussillon
- Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- Direction Interrégionale des Douanes de Montpellier
- Banque de France - Direction régionale
- Pôle Emploi Languedoc-Roussillon
- Urssaf Languedoc-Roussillon



Insee
Mesurer pour comprendre